

SOMMAIRE :

• Actualités :

Verdict du procès d'Aung San
Suu Kyi

Instabilité grandissante à
l'approche des élections

Nouvelles orientations pour
les Etats-Unis et le Japon

• Eclairage :

Total et la Birmanie

• Un pays, des peuples:
les Kokangs

• L'opposition birmane

Organisation internationale
des moines birmans

• Passons à l'action

Veillée silencieuse pour Aung
San Suu Kyi le 6
octobre ; Nouvelle pétition
pour demander une enquête
internationale sur les crimes
commis en Birmanie

• Partenariat

Emilie Marsh

• Nous soutenir, nous
rejoindre

Les Nouvelles de Birmanie

SEPTEMBRE 2009

Edito

« La cour a rejeté l'appel mais nous allons porter l'affaire devant la Cour suprême ». Cette phrase, anodine, aurait pu être prononcée par n'importe quel avocat au monde. On suppose avec cette phrase l'existence d'un système judiciaire compétent au sein d'un Etat de droit effectif. Hélas, on en viendrait presque à sourire lorsque l'on sait qu'elle a été prononcée par un avocat birman, à Rangoon, à l'issue du rejet par la Cour de l'appel déposé par la Lauréate du Prix Nobel de la Paix Aung San Suu Kyi.

Admirons la persévérance de Nyan Win, avocat de l'opposante et porte-parole de son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), qui s'acharne à démontrer l'innocence de sa cliente en s'appuyant sur le droit birman. Les généraux ne jouent pas dans la même cour. Pour eux, le droit, les engagements, ne sont que des instruments au service de leur politique. S'ils peuvent servir l'« unification » du pays tant mieux, sinon tant pis.

C'est ainsi que l'on voit l'armée birmane rompre des accords de cessez-le-feu sans préavis lorsqu'ils ne semblent plus utiles. Un groupe ethnique, à l'instar de nombreux autres, refuse de se plier à l'ultimatum lancé par le gouvernement ? La junte trouve un prétexte pour mettre la région à feu et à sang, tuant et violant des civils obligés de fuir en masse vers la Chine. Ainsi fonctionne l'Etat de droit en Birmanie. Et de se rendre compte une fois de la folie de généraux qui semblent gouverner avec des œillères.

En attaquant les Kokangs, l'armée a rompu un accord de cessez-le-feu vieux de vingt ans. Les accords de cessez-le-feu passés avec les groupes ethniques assuraient un semblant de stabilité en Birmanie. Aujourd'hui, toute une région est à la limite de l'embrasement. Les généraux semblent tellement obnubilés par la réussite de leurs élections, l'application de leur constitution qu'ils ne savent même plus réfléchir aux conséquences de leurs actes. Car ils s'agit bien de « leurs » élections, de « leur » constitution élaborées par eux seuls et pour eux seuls, dans le mépris total du bien-être de « leur » population.

Quelle sera la prochaine étape ?

Bonne lecture,

L'équipe d'Info Birmanie

Aung San Suu Kyi

Le 2 octobre, la justice birmane a rejeté l'appel déposé par Aung San Suu Kyi, qui contestait sa condamnation à 18 mois supplémentaires d'assignation à résidence. Le représentant du gouvernement et les avocats de Mme Suu Kyi ont présenté leurs arguments devant une cour d'appel de Rangoun, en l'absence de l'accusée qui s'était vue refuser l'accès à l'audience par le régime militaire. Kyi Win, le principal avocat de l'opposante, "a présenté ses arguments en se fondant sur la loi", a indiqué Nyan Win, autre avocat et porte-parole de la Ligue nationale pour la démocratie. "Nous espérons une libération sans condition", a-t-il ajouté.

Le lendemain du rejet de son appel, Aung San Suu Kyi s'est longuement entretenue avec le ministre du Travail. Quarante-cinq minutes de discussions dont on ne sait pas grand-chose, mais ce rendez-vous intervient dans un contexte particulier. C'est la première rencontre entre un représentant de la junte et Aung San Suu Kyi depuis près de deux ans. En 2007, le ministre du Travail Aung Kyi avait déjà servi d'intermédiaire lors d'une série d'entretiens, mais le processus n'avait débouché sur aucun changement.

Dans une lettre adressée aux généraux fin septembre, Aung San Suu Kyi faisait des suggestions pour que soient levées les sanctions contre la junte birmane. C'est un changement de tactique de la part de la dirigeante de l'opposition birmane. Cette initiative intervient après l'annonce cette semaine d'un changement de politique des Etats-Unis à l'égard de la Birmanie pour favoriser des réformes démocratiques. Selon son avocat, Nyan Win, c'est très probablement le contenu de cette lettre qui a fait l'objet des discussions. Aung San Suu Kyi y a demandé à pouvoir rencontrer des diplomates européens, américains et australiens, pour étudier les moyens de lever des sanctions. Ce n'est pas encore un dialogue mais plutôt une reprise de contact après une longue rupture. Du résultat de ces entretiens dépendra le niveau de crédibilité accordé par la communauté internationale aux élections de l'an prochain.

Opposition: : la junte de plus en plus fébrile à l'approche des élections

2 ans après la Révolution safran, les moines sous haute surveillance

Surveillance constante et continue des monastères, renforcement des contrôles, traitements humiliants et irrespectueux en prison niant totalement leur identité religieuse, lourdes peines de prison (peines de plus de 60 ans proclamées), tel est le quotidien des 400 000 moines birmans depuis la révolution safran de 2007 contre la vie chère et pour la démocratie. Ainsi, 237 d'entre eux sont toujours derrière les barreaux et 20 d'entre eux ont été arrêtés au courant du mois de septembre tandis que 4 ont été libérés lors de la vague d'amnistie générale. Cette situation préoccupante vient d'être dénoncée et très bien documentée dans le nouveau rapport de l'ONG Human Rights Watch, intitulé « La résistance des moines : Bouddhisme et contestation en Birmanie ». King Zéro est l'un des moines leaders de la révolution safran. Actuellement réfugié à Mae Sot, Thaïlande, il a publié le 7 septembre un communiqué demandant aux généraux birmans de s'excuser publiquement en les menaçant en cas de silence d'un nouveau boycott d'offrandes pour le mois d'octobre. La junte a réagi immédiatement en renforçant la surveillance à l'égard de la communauté monastique. Mais comme le résume King Zéro, la révolution safran n'est pas terminée et son esprit vit encore.

Préparation des élections générales de 2010

En accord avec la Constitution 2008 qui réserve aux militaires 25% des sièges des deux chambres du Parlement, la junte birmane vient de sélectionner parmi le personnel militaire plus de 300 candidats qui la représenteront lors des élections générales par procuration, via le Parti politique national en cours de formation. Ces candidats suivront dans les prochaines semaines trois mois de formation à l'Université de Défense de Naypyidaw. Le gouvernement fournira les fonds nécessaires à la campagne de ce parti. De leur côté, les groupes pro junte tels que l'USDA et le Parti national unitaire (National Unity Party) sont en train de préparer leur participation à ces élections directement ou via d'autres partis politiques mandatés. Un nouveau parti politique vient cependant de se déclarer officiellement à Rangoun - le Parti démocratique - dont le leader est la fille de l'ancien Premier ministre U Nu. Alors que les officiels de la junte ont débuté l'année dernière leur campagne pour les élections générales, le pouvoir souhaite donner un temps limité à l'opposition pour s'y préparer en annonçant le plus tard possible la loi électorale.

Les enfants Karen toujours plus soumis au travail forcé par l'armée birmane

Alors que le conflit militaire dans l'Est de la Birmanie s'intensifie, des Karens depuis un camp de réfugiés au nord de la Thaïlande dénoncent le fait que l'armée birmane choisit des enfants de moins de 12 ans pour être leurs porteurs de munitions et marchandises. Ces abus ont redoublé avec les récents combats entre l'armée karen pro-gouvernementale (DKBA) et l'Union nationale karen (KNU). Un autre témoignage recueilli par un humanitaire est celui d'une mère qui raconte comment elle a dû couvrir la bouche de son fils âgé de trois ans pour lui éviter de crier de douleur alors qu'elle portait des armes depuis quatre jours dans la jungle avec seulement deux ou trois arrêts par jour, sinon ils risquaient tous les deux des brimades violentes. En effet, les enfants capables de marcher mais pas suffisamment forts pour porter accompagnent leur parents dans la jungle. Pendant la nuit, les enfants et les parents dorment séparément pour éviter toutes tentatives de fuite. Avant l'armée nationale prenait des porteurs une fois par mois, aujourd'hui c'est trois ou quatre fois par mois avec l'obligation pour les petits villages de ravitailler sur le front entre trois et vingt soldats en moyenne. Dans le cas contraire, les villageois doivent s'acquitter d'une amende de 30 000 bahts (environ 880 dollars). S'ils ne paient pas, ils sont jetés en prison. Les réfugiés ne peuvent dire s'ils ont fait ce travail forcé de porteurs ou de démineurs pour la DKBA ou pour l'armée birmane. Selon les Nations unies, on compte aujourd'hui plus de 100 000 réfugiés birmans en Thaïlande, dont la plus grande majorité est Karen.

Le mouvement démocratique birman réfugié en Thaïlande subit une répression accrue

Les bureaux d'organisations des droits de l'homme et d'opposants birmans localisés en Thaïlande, notamment à Chiang Mai, Mae Sot, Mae Sariang et Sangkhlaburi ont été visités par la police thaïe. Plusieurs activistes ont été placés quelques heures en détention provisoire. Le lendemain de cette descente de police, la plupart des bureaux visités sont restés porte close. Les motifs de cette descente ne sont pas connus alors que la communauté birmane fait face depuis quelques mois à une dégradation de sa situation avec une hausse des actes d'harcèlement.

Nations unies et Communauté internationale

La révolte d'insurgés birmans à l'origine de tensions entre la Birmanie et la Chine

Le Kokang, région du nord de l'Etat shan en Birmanie, aux frontières du Yunnan chinois, peuplé pour les trois quarts par des Birmans de l'ethnie chinoise han, et pour un quart de migrants et d'entrepreneurs chinois, a été le théâtre de violents affrontements à la fin du mois d'août dernier. Prétextant une opération anti-drogue, l'armée birmane a déployé des troupes dans la région pour prendre le contrôle de Laukkai, capitale de Kokang, et renverser son homme fort, Pheung Kya-shin. Celui-ci a pris le maquis avec son armée et a riposté quelques jours plus tard avec des soutiens locaux. Après trois jours de combats, les rebelles Kokang se sont repliés, estimant ne pas faire le poids face à l'armée birmane. Ce groupe, revendiquant l'autonomie, avait conclu en 1989 avec la junte birmane un accord de cessez-le-feu. La télévision birmane a reconnu que ces affrontements avaient coûté la vie à 26 policiers et soldats des forces gouvernementales, et à 8 rebelles. La Birmanie a également présenté ses excuses à la Chine, alors qu'un citoyen chinois a été tué et plusieurs autres blessés par l'explosion d'une bombe près de la frontière, côté chinois.

Pour sa part, Pékin a vivement recommandé au régime de Rangoun de régler ses problèmes internes au plus vite afin d'assurer la stabilité de la frontière sino-birmane. Une admonestation assez rare pour être soulignée. La Chine, qui apporte d'habitude un soutien indéfectible à la Birmanie, est sortie de son silence en voyant ses intérêts commerciaux et ses ressortissants menacés.

Pékin craint évidemment qu'après vingt ans de cessez-le-feu, ces premiers affrontements, entre d'une part la junte birmane et d'autre part une alliance inédite de groupes ethniques rebelles, ne se transforment en une guerre civile à sa porte et provoquent un flot de réfugiés de plus en plus difficile à canaliser. Selon le Haut commissariat des Nations Unies aux réfugiés (HCR), au moins 30 000 personnes auraient trouvé refuge du côté chinois de la frontière suite à ces premiers affrontements. La Chine est aussi inquiète pour ses ressortissants, qui fuient la région birmane montagneuse de Kokang où ont lieu les combats. Ces derniers ou les Birmans d'ethnies chinoises, sont les têtes de pont du commerce frontalier et notamment de l'importation en Chine des immenses ressources naturelles birmanes en pétrole et en gaz.

Ce conflit naissant touche au coeur des relations entre les deux pays : la protection diplomatique de la junte birmane par la Chine en échange de la protection des intérêts commerciaux chinois en Birmanie. Si le pacte est rompu, c'est l'équilibre stratégique de la région qui sera remis en cause. Un éditorial publié par le quotidien chinois Global Times, tout en prenant soin de ne pas nommer la Birmanie, s'inquiétait récemment des "gouvernements impopulaires" dans les pays frontaliers de la Chine.

Nouvelle orientation de la politique américaine envers la Birmanie

Au mois d'août, le président Barack Obama a délégué à Naypidaw le sénateur Jim Webb. Ce membre du Congrès avait rencontré le chef de la junte birmane, le généralissime Than Shwe. A cette occasion le représentant américain avait déjà évoqué la nouvelle approche qui se dessinait. Incontestablement la diplomatie américaine recherche le contact, et ses interlocuteurs ont l'air fort bien disposés à son égard. La diplomatie de la nouvelle administration ne s'appuie pas uniquement sur la menace, la condamnation et la sanction, mais également sur le souci de rencontrer ses interlocuteurs et de discuter avec eux.

Mercredi 23 septembre, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton déclarait que les Etats-Unis veulent engager un dialogue avec la Birmanie, sans abandonner les sanctions actuellement imposées à ce pays. « Nous pensons que les sanctions restent un élément important de notre politique, mais qu'elles n'ont pas, en elles-mêmes, produit les résultats espérés », a déclaré la chef de la diplomatie américaine à l'issue d'une réunion organisée à l'ONU par le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon. Le groupe des amis de la Birmanie regroupe des pays comme l'Indonésie, le Vietnam, la Chine, le Japon, la Grande-Bretagne, la France. Toutefois, l'administration Obama souligne que la nouvelle politique américaine ne signifie pas l'abandon des sanctions. Les sanctions sont maintenues, mais l'administration Obama mise dans le même temps sur la relance du dialogue avec les généraux birmans, dans le but de faire évoluer la situation dans ce pays. La levée des sanctions ne sera donc considérée par les Etats-Unis qu'après avoir observé les changements attendus.

Les militants des droits de l'homme réclament une position plus ferme de la part du nouveau gouvernement japonais

Un appel a été lancé au nouveau gouvernement japonais afin que celui-ci adopte une position plus ferme vis-à-vis de la junte militaire. Le nouveau Premier Ministre de centre gauche, Yukio Hatoyama, qui est entré en fonctions le 16 septembre, est connu pour son intérêt pour la question des droits de l'homme. Par le passé il a été à la tête d'un groupe de parlementaires qui avaient déclaré leur soutien à Aung San Suu Kyi. Le PLD, qui gouvernait le Japon quasiment sans interruption depuis 1955, a promu le commerce et le dialogue avec le Myanmar, craignant qu'une position dure n'eût pour effet de pousser davantage la junte dans les bras de la Chine, son principal partenaire politique et économique.

L'ONG Human Rights Watch a demandé au Japon d'entreprendre une révision urgente de sa politique envers le Myanmar et d'examiner la possibilité de soutenir des sanctions ciblées. Selon HRW, le Japon devrait réexaminer son idée selon laquelle le dialogue conciliant à lui seul peut d'une manière ou d'une autre faire changer la politique des dirigeants militaires. D'après l'ONG, le Japon doit avoir recours à un emploi plus efficace de la diplomatie, des sanctions et de l'aide. À propos de la diplomatie, HRW conseille au Japon d'envisager la création d'un Groupe de Contact pour la Birmanie afin de contribuer à faire converger les points de vue et les politiques de la Chine, de l'Inde, de la Thaïlande, et de l'Indonésie, entre autres, ce qui pourrait réduire petit à petit la capacité de la junte militaire à monter les états les uns contre les autres.

Sur le sujet des sanctions, Human Rights Watch a exhorté le Japon à imposer des sanctions financières afin d'exercer une pression maximale sur les dirigeants birmans grâce à une démarche coordonnée. Enfin, concernant l'aide humanitaire, HRW réclame une aide accrue pour faire face aux besoins urgents de la population birmane. Selon HRW, le Japon doit également comprendre que la Birmanie devrait utiliser les revenus considérables qu'elle tire de ses ventes de pétrole, de gaz naturel, de pierres précieuses et de bois pour satisfaire les besoins de sa propre population.

Eclairage

Ce mois ci: Total et la Birmanie

Un investissement soutenu dès son origine par l'Etat français

En 1992, Total signe avec la junte birmane (via la société d'Etat MOGE, qu'elle contrôle) un contrat portant sur l'exploitation d'un gisement de gaz destiné à alimenter la Thaïlande : le projet Yadana. Ce contrat a nécessité l'accord de la Compagnie française d'assurance du commerce extérieur (COFACE) ¹, donc celui de l'Etat français. En effet, les mécanismes de la COFACE - compagnie dont la fonction est de couvrir les risques du commerce extérieur - sont tels que ses décisions sont prises après consultation des divers ministères concernés. Ainsi le directeur général de la COFACE confirmait en 1999 lors d'une audition parlementaire : « La décision de prendre en garantie l'investissement de Total en Birmanie a été une décision politique. » ²

Pour le projet gazier de Yadana, la Coface a couvert l'entreprise Total à hauteur de 2,4 milliards de francs contre le risque politique en Birmanie. ³

Les conséquences directes de cet investissement : le soutien financier à la dictature, au détriment du peuple birman

Dans un entretien accordé au Monde le 6 octobre 2007, Christophe de Margerie, directeur général de Total, admettait que les revenus du projet Yadana ont rapporté 350 millions d'euros au SPDC pour la seule année 2006. Si cette somme semble peu élevée, c'est que Total s'emploie depuis des années à minorer l'importance du transfert de fonds à destination du pouvoir birman : le montant réel avoisinerait plutôt le milliard d'euros, soit le triple de la somme confessée par Total. ⁴

Le projet Yadana constitue dès lors pour la junte birmane une source de revenus de première importance. Des revenus qui ne profitent qu'aux généraux et non à la population, car les revenus en devises étrangères issus de l'exportation du gaz n'ont quasiment aucun impact sur les recettes fiscales du pays.

Le groupe de travail Burma Economic Watch fut le premier à révéler en 2004 ⁵ le grave dysfonctionnement du système fiscal birman en raison de la coexistence de deux taux de change. L'économiste australien Sean Turnell explique en détail ⁶ l'ampleur des détournements d'argent réalisés par la junte birmane grâce à un subterfuge très simple de double taux de change. Les revenus gaziers (payés en devises) sont intégrés au budget national birman en utilisant la conversion officielle de 6 kyats (monnaie birmane) pour 1 dollar. Ce taux de change officiel, vieux de trente ans, surévalue la monnaie birmane d'environ 150-200 fois par rapport à sa valeur réelle, qui est de l'ordre de 1000-1300 kyats pour 1 dollar. C'est ainsi que les revenus issus du gaz, convertis au taux de change officiel, ont un impact minime sur les finances d'Etat (moins de 1% du budget annuel birman) alors qu'ils devraient contribuer à plus de 50% au budget national s'ils étaient correctement valorisés.

L'ONG américaine EarthRights International (ERI) a ainsi calculé ⁷ que depuis 2000, le régime birman a engrangé la somme totale de 4,83 milliards de dollars pour le projet Yadana. Par la conversion au taux de change officiel (en lieu et place du taux réel), la somme reportée dans le budget national n'a été que de 28,98 millions de dollars. Ainsi, sur un revenu total de 4,83 milliards de dollars, près de 4,80 milliards se sont évaporés.

ERI va plus loin dans l'investigation et déclare avoir mis à jour la destination des fonds détournés par les généraux. Les revenus du gaz de Yadana seraient déposés dans deux banques Singapouriennes : l'Overseas Chinese Bank Corporation (OCBC), et le Groupe DBS. Le transfert de fonds vers ces établissements off-shore serait facilité par la banque d'Etat birmane Foreign Trade Bank. L'argent ainsi placé sur des comptes off-shore permet aux généraux de disposer d'importantes sommes en devises 'fortes', et donc de pouvoir s'approvisionner sur le marché mondial des armes, conclure un accord de coopération nucléaire avec la Russie et la Corée du Nord, ou encore de ravitailler les hauts-gradés militaires et leurs proches en produits de luxe.

Le peuple birman, quant à lui, ramasse les miettes. Alors que les militaires birmans entassent des milliards de dollars à Singapour, les dépenses sociales demeurent parmi les plus basses d'Asie : moins de 0,5% du PNB alloué aux dépenses de santé publique ; à peine 1% pour le secteur de l'éducation. La population birmane est doublement victime : elle s'enfonce d'année en année dans une pauvreté matérielle et sociale toujours plus profonde, tout en étant massivement spoliée des ressources naturelles nationales.

¹ « La COFACE gère, pour le compte et avec la garantie de l'Etat français, des risques à l'exportation non-assurables par le marché privé » (source : rapport annuel 1998 de la COFACE)

² Audition de M. François David, président directeur général de la Coface, 3 février 1999

³ Source : Les Amis de la Terre

⁴ Earth Rights International, rapport 2008 : *The human cost of energy*; et chiffres révisés dans le rapport 2009: *Total impact*

⁵ Burma Economic Watch 2004. Article de Wylie Bradford : *Purchasing Power Parity (PPP) Estimates for Burma*;

http://www.econ.mq.edu.au/Econ_docs/bew/BEW04-01.pdf

⁶ Burma Economic Watch 2007. Article de Sean Turnell : *Natural gas exports and the missing billion*;

http://www.econ.mq.edu.au/Econ_docs/bew/BEW2007.pdf

⁷ EarthRights International, rapport *Total impact*, sept. 2009. Voir page 43 : http://www.earthrights.org/mwt_journal_admin/total-impact.pdf

Un pays, des peuples

La diversité ethnique, entre oppression et conflit armé

Ce mois ci: Peng Jiasheng, une histoire kokang

La région des Kokangs se situe dans le nord de l'Etat Shan. Elle est frontalière de la province chinoise du Yunnan. Sur une population d'environ 150 000 personnes, on compte 100 000 Birmans et 50 000 Chinois. Parmi les 100 000 Birmans, 90% appartiennent à des minorités ethniques dont de nombreux Hans de Chine. Les rares représentants de l'ethnie Bamar sont des envoyés du régime dans la région. Depuis 2003 et l'interdiction du trafic d'opium, beaucoup d'habitants de la région ont perdu leur principale source de revenu. Des années 1960 à 1989, la région était administrée par le Parti communiste birman. Elle est devenue une région spéciale après la dissolution du PCB en 1989. Depuis cette date Peng Jiasheng règne sur la région. La région Kokang dispose de sa propre armée, la Myanmar National Democratic Alliance Army (MNDDA), composée d'environ 1500 soldats.

Arrêtons nous sur Peng Jiasheng. A de nombreux égards, son histoire reflète celle des événements qui secouent régulièrement son pays. A l'instar de nombreux Kokangs, il est d'origine chinoise. Né en 1931, il est membre du Parti communiste birman. Après avoir vécu à Pékin, il revient en pays kokang en 1968 à la tête de la Kokang People's Liberation Army. Il commence à prendre part au trafic de drogue dans les années 1970. En 1989, il mène une mutinerie au sein du Parti communiste birman et forme l'armée kokang, la MNDDA. A cette époque, il joint ses forces à celle de Lo Hsing-han, magnat du trafic de drogue dans la région.

Lorsque que les Kokangs se sont séparés du Parti communiste birman, ils étaient environ 900 soldats. Ils étaient donc peu nombreux mais leur partition a sévèrement ébranlé le PCB. Les Kokangs s'étaient fait remarqué lors des opérations militaires menées par le Parti communiste et leurs liens avec les Chinois étaient bien connus. Les troupes Wa ont fait sécession seulement un mois après le départ des Kokangs. Le rebellions Kokang et Wa ont marqué l'histoire de la Birmanie. Elles ont ouvert une nouvelle page en aboutissant au démantèlement total du parti communiste, alors un des groupes insurgés les plus puissants face aux forces anti-insurrection de l'armée gouvernementale.



Peng Jiasheng entouré d'enfants kokang lors d'une fête locale en février 09 (Photo: www.kokang.net)

En mars dernier, la MNDA a célébré ses vingt années d'existence. Entre 4000 et 5000 personnes ont assisté aux célébrations dont plusieurs invités chinois. En revanche, aucun officiel du régime birman n'était présent. Avant les événements d'août 2009, le régime militaire avait des accords de cessez-le-feu avec la plupart des groupes ethniques. Depuis l'adoption de la nouvelle constitution en 2008, ces groupes sont censés intégrer l'armée gouvernementale en tant que gardes-frontières. La plupart de ces groupes ont refusé. Récemment, une césure est apparue au sein de la MNDA. Peng Jiasheng s'est opposé à son adjoint Bai Suoqian. Bai Suoqian a pris partie en faveur du ralliement de la MNDA à la Tatmadaw. Ce dernier a reçu le soutien de la junte et plusieurs factions de l'armée kokang auraient rallié l'armée birmane.

Le leader Kokang est aujourd'hui en fuite. Pendant une longue période pourtant, Peng Jiasheng faisait partie des « amis » du régime militaire. Il était de ces leaders que le gouvernement birman mettait en vitrine lors des visites d'officiels étrangers ou de représentants des Nations unies. Dans la presse internationale, Peng Jiasheng était dépeint comme l'un des maîtres les plus importants du trafic de drogues en Birmanie et était connu pour être étroitement lié aux gangs criminels chinois. Il était protégé par le régime et profitait avec Lo Hsing-han d'un statut de chef de milice reconnu par le gouvernement. Il est probable que Peng Jiasheng a beaucoup investi dans des affaires birmanes et chinoises. En avril 2009, un rapport du Congrès américain a démontré que le régime birman aurait autorisé et encouragé les investissements de trafiquants dans plusieurs secteurs (infrastructures, transports...). Fin août, ce même gouvernement a lancé une offensive contre sa forteresse de Laogai prétextant rechercher des armes et de la drogue issues de trafics. Depuis son exil, probablement en pays Wa ou en Chine, le leader kokang a déclaré dans des interviews que l'attaque de l'armée birmane était une tentative de rayer les Kokangs de la carte, première étape vers l'établissement d'un pays « unifié ». Les troupes gouvernementales sont accusées d'avoir tué et violé de nombreux civils et d'avoir mis à sac les maisons et les commerces de Laogai. Après la fin des combats, le nouveau leader Kokang a déclaré que son peuple participera aux élections générales de 2010. Depuis l'attaque, l'instabilité est grande dans la région et se répand aux régions Kachin, Wa ou Shan.

L'opposition birmane

Ce mois-ci: l'organisation internationale des moines birmans (IBMO)

En octobre 2007, des moines birmans du monde entier ont fondé l'Organisation Internationale des Moines Birmans (International Burmese Monks Organization, IBMO). Deux moines bouddhistes sont à l'origine de cette initiative, le Vénérable U Kovida et le Vénérable U Pannya Vamsa.

Après et pendant la Révolution Safran menée par les moines en septembre 2007, nombre d'entre eux ont été arrêtés, battus, tués. Ces moines vivant en Birmanie et victimes de la répression du régime militaire ont alors demandé aux moines vivant à l'étranger de continuer leur lutte. Ils souhaitent que l'organisation des moines attire l'attention de la communauté internationale sur les luttes politiques en Birmanie. La foi bouddhiste implique le devoir d'agir pour le respect de la dignité humaine. L'International Burmese Monks Organization s'est donné pour mandat de parcourir le monde pour offrir une voix aux moines et aux nonnes qui ne peuvent élever la leur en Birmanie.



L'engagement des moines est largement inspiré des préceptes du Bouddha selon lesquels le roi ne saurait faire de mal à ses sujets. Les moines considèrent donc que les généraux birmans violent ces préceptes tous les jours. L'IBMO travaille en collaboration avec le mouvement démocrate birman. Ils cherchent à inciter les gouvernements étrangers à faire pression sur la junte pour qu'elle entreprenne un vrai dialogue avec les leaders de l'opposition et notamment avec Aung San Suu Kyi. L'IBMO est également en contact suivi avec la diaspora birmane, des groupes de soutien locaux, des organisations oeuvrant pour la paix. L'IBMO contribue à renforcer l'influence de ces groupes en donnant des interviews dans les media ou en témoignant de la situation birmane devant des parlementaires par exemple.

Les moines vivant en Birmanie et soutenus par l'IBMO jouent un rôle crucial dans le maintien de la paix dans la société birmane. Ils se sont investis d'une mission de service public pour compenser le mépris total des généraux envers le bien-être de leur population. Les Birmans, privés d'accès à l'éducation, aux soins ou à d'autres services publics se tournent donc vers les monastères. Les moines sont les témoins quotidiens des souffrances de leur peuple. En retournant leur bol d'aumône, les moines expriment leur refus de recevoir des offrandes de la part de tyrans impitoyables. Cette pratique est issue d'une tradition établie du temps du Buddha. La loi monastique autorise les moines à réprimander ceux qui agissent contre le Dharma.

L'IBMO a également une activité de recherche de fonds qu'elle envoie directement aux moines en Birmanie pour l'achat de riz, de médicaments et de fournitures de première nécessité.

La « Révolution spirituelle et glorieuse » comme l'appelle les moines de l'IBMO a changé l'histoire de la Birmanie pour toujours en plaçant les moines et les nonnes au premier rang de la résistance pacifique. Le message spirituel relayé par les moines est fondé sur la compassion et la recherche de l'harmonie dans tous les aspects de la vie en Birmanie. Les promesses de la révolution spirituelle de 2007 restent inchangées aujourd'hui. L'IBMO s'attache à dénoncer partout où elle le peut la disparition des droits les plus fondamentaux en Birmanie y compris la liberté de manifestation et la liberté de culte.

Le 24 septembre 2009, des moines membres de l'International Burmese Monks Organization se sont rassemblés à Pittsburg à l'occasion du G20 et ont chanté des chants de paix.

Le 26 septembre, les moines se sont ensuite rassemblés à Dhaka, Bangladesh, autour de la branche bangladaise de l'IBMO. Ils célébraient le deuxième anniversaire de la Révolution Safran. Ils ont demandé la libération de tous les prisonniers politiques notamment Aung San Suu Kyi, les moines U Gambira et U Ithariya. Durant la manifestation, les membres de l'IBMO ont distribué des déclarations aux journalistes présents et aux Bangladais venus les soutenir. La déclaration appelait le peuple birman à se protéger de la nouvelle constitution et des prochaines élections. Elle précisait que les élections n'étaient qu'un profit politique des généraux.



En Birmanie, pour le deuxième anniversaire de la Révolution Safran, la junte avait déployé des hordes de personnels de sécurité dans tous le pays. Les monastères étaient particulièrement surveillés, et dans de nombreuses villes les moines ont été obligés de rester cloîtrés dans leur monastère.

Pour plus d'informations : www.burmesemonks.org/

Passons à l'action

VEILLEE SILENCIEUSE EN SOUTIEN

AU PRIX NOBEL DE LA PAIX AUNG SAN SUU KYI

Mardi 6 octobre - 21h à 23h

sur le Parvis de l'Hotel de ville de PARIS



à l'initiative de Jane Birkin et en présence de la plupart des artistes signataires de l'appel lancé en juillet dernier à l'occasion du procès dont Catherine Deneuve, Michel Piccoli, Charlotte Rampling...

avec le concours de INFO BIRMANIE, FIDH, AMNESTY INTERNATIONAL, COLLECTIF SOS POUR AUNG SAN SUU KYI, LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME, HUMAN RIGHTS WATCH ET LA VILLE DE PARIS

REJOIGNEZ - NOUS NOMBREUX POUR AFFICHER VOTRE SOUTIEN !

VENEZ AVEC UNE BOUGIE...

Appel à pétition pour dénoncer les crimes commis par les généraux birmans



l'illustre le projet d'image ci-contre.

Campagne AVAAZ « Justice pour le peuple birman »

A l'attention des gouvernements britanniques et américains, ainsi que du Conseil de Sécurité des Nations-Unies:

Nous vous demandons de condamner la sentence cruelle prolongeant la détention d'Aung San Suu Kyi d'un an et demi, et de prendre dès maintenant des mesures au niveau du Conseil de Sécurité des Nations-Unies afin de créer une Commission d'Enquête qui exigera du régime birman qu'il rende des comptes pour les crimes contre l'humanité qu'il a commis.

Signez la pétition d'AVAAZ demandant une enquête internationale sur les crimes perpétrés par les généraux birmans et elle sera remise à l'ONU avec une gigantesque banderole comme

http://secure.avaaz.org/fr/jail_the_generals/

Partenariat

Emilie Marsh

Emilie Marsh, jeune auteure/compositrice, fait ses premiers pas sur scène en 2006, seule avec sa guitare et ses chansons fantaisistes, drôles ou mélancoliques, selon les histoires, selon les personnages qu'elle se plaît à faire valser.

En 2009 elle sort son album, accompagnée d' Etienne Champollion, qui, passant du piano à l'accordéon aussi bien qu'à la guitare ou aux carillons, donne aux morceaux dont il écrit également les arrangements de nouvelles couleurs. Le duo est rejoint par la violoncelliste Anaïs Poul. A présent, la formation prend une nouvelle ampleur et compte outre la guitare d'Emilie, un quatuor à cordes, une clarinette, un basson ainsi que les nombreux instruments joués par Etienne. Avec cet orchestre miniature apparaît une couleur nouvelle, qui fait fusionner chanson, musique classique, musique de films...pour une ambiance surprenante.



Emilie Marsh a décidé de soutenir Info Birmanie en reversant de l'argent à notre association sur chacune des ventes de son album, afin de manifester sa solidarité au peuple birman.

Allez découvrir la musique douce et sensuelle d'Emilie Marsh sur www.myspace.com/emiliemarsh



74, rue Notre Dame des Champs

75006 Paris

Tél: 01 46 33 41 62

www.info-birmanie.org/

Mail: info_birmanie@yahoo.fr

« Usez de votre liberté
pour promouvoir la
nôtre »
Aung San Suu kyi



Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

*Rejoignez Info-Birmanie en devenant bénévole,
de manière ponctuelle ou régulière :*

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres manifestations publiques ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions ;

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice

Faire partager votre expérience, vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques ;

**Contactez Flore ou Isabelle
au 01 46 33 41 62 ou par mail
info_birmanie@yahoo.fr**